

# I'HUMANITÉ



# rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

**I F** Boite Postale 134, Paris-20<sup>e</sup>  
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES  
MARXISTE-LENINISTE  
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS  
ET INTELLECTUELS

2<sup>e</sup> ANNEE N° 82  
JEUDI 3 DÉCEMBRE 1970

## UNE REVENDICATION IMMÉDIATE

# PAS DE SALAIRE INFÉRIEUR A 1000 F PAR MOIS !

« Deux principes doivent nous guider : premièrement, les besoins réels des masses et non les besoins nés de notre imagination ; deuxièmement, le désir librement exprimé par les masses, les résolutions qu'elles ont prises elles-mêmes et non celles que nous prenons à leur place. »

MAO TSETOUNG

Y a-t-il aujourd'hui en France un salarié qui puisse vivre normalement avec moins de 1.000 F par mois ? Non. Et pourtant sur 15 millions de salariés, plus de 7 millions, presque la moitié d'entre eux ne reçoivent pas une paie dépassant ce minimum indispensable. Les rémunérations de l'ordre de 600, 700, 800 francs par mois sont encore très nombreuses, à Paris et encore davantage en province.

580.000 ouvriers agricoles ont des salaires de misère. Il en est de même pour les 9/10<sup>e</sup> des travailleurs immigrés (près d'un million). Un grand nombre de femmes et de jeunes, employés ou ouvriers, ne touchent pas plus de 800 F par mois, lorsque ce n'est pas encore moins.

Cela ne peut plus durer !

Les marxistes-léninistes savent, et expliquent avec persévérance, que seul le socialisme, le vrai, c'est-à-dire celui garanti par la dictature du prolétariat, apportera une solution effective et durable au problème des conditions de vie des masses travailleuses. Mais pour en arriver au socialisme, il faut préparer la révolution prolétarienne. Selon les enseignements de Lénine, de Mao Tsé toung et de l'histoire du mouvement ouvrier international, il n'y a pas de révolution « pacifique ». Cela n'existe, pour tromper les masses, que dans les discours et les écrits des dirigeants réformistes et révisionnistes du Parti « socialiste » ou du Parti « communiste » français.

La révolution prolétarienne ne peut être que violente pour triompher de la violence de classe de la grande bourgeoisie ; elle sera inéluctablement le fait du prolétariat en armes,



Les ouvriers tiennent un meeting lors de l'occupation de leur usine en Mai 1968

dirigeant les autres couches sociales du pays, pour livrer l'assaut final et décisif au pouvoir capitaliste et briser l'Etat à son service.

Mais un événement de cette importance historique ne s'improvise pas ! En aucune façon, la révolution ne saurait triompher, si les plus larges masses ne sont convaincues de son utilité, de sa nécessité. La théorie

anarcho-trotskyiste des minorités agissantes comme celle du courageux Che Guevarra relative à l'exemplarité des commandos ne sont que théories aventuristes, toujours mises en échec et responsables de très graves revers pour les révolutionnaires.

Seules la tactique et la stratégie de Lénine et Mao Tsé toung ont permis

les victoires d'octobre 1917 et octobre 1949. La révolution exige une longue préparation minutieuse destinée avant tout à gagner l'avant-garde, puis la masse de la classe ouvrière en lui assurant l'alliance des paysans les plus exploités et les plus opprimés. Seul un authentique Parti révolutionnaire prolétarien, aux struc-

(Suite page 3)



**UNE REVENDICATION IMMÉDIATE :  
PAS DE SALAIRE INFÉRIEUR A 1000 F PAR MOIS !**

(Suite de la page 1)

tures léninistes, permet de réaliser ce délicat et long travail avec succès.

Aujourd'hui, il faut appliquer aux conditions nationales et historiques spécifiques de la France, totalement différentes de la Russie de 1917 ou de la Chine de 1949, les enseignements et principes universels du marxisme, du léninisme et de la pensée-maotsétoung. Il n'y a aucune autre voie pour acheminer notre peuple vers la révolution socialiste, à travers une lutte de classe acharnée.

Ceci dit, faut-il mépriser les revendications économiques de millions de travailleurs ?

Faut-il suivre les gauchistes (au sens de Lénine) qui ignorent les besoins immédiats des masses ?

Faut-il suivre certains étudiants qui se croient capables de conduire le prolétariat mais qui méconnaissent complètement la classe ouvrière et se perdent dans d'interminables discussions ?

Rien ne serait plus contraire à une juste compréhension et assimilation des enseignements de Mao Tsé toung.

Voici pourquoi, au risque d'être stupidement accusée de « néo-révissionnisme » par les idéologues « révolutionnaires » de la petite bourgeoisie, l'« Humanité-Rouge » soutient sans ambiguïté la principale revendication immédiate des masses salariées : « Pas de salaire inférieur à 1.000 F par mois ! »

Or, à l'heure actuelle, les directions confédérales de la C.G.T. et de la C.F.D.T. jouent publiquement une comédie néfaste dont le résultat le plus clair consiste à bloquer le mouvement revendicatif. Pour Séguy comme pour Descamps, la condition du déclenchement d'une vaste action pour les salaires serait la réalisation préalable de « l'unité au sommet ». Et

voici ces bonzes de haut rang en train de s'amuser à se rejeter les uns sur les autres la responsabilité de la prétendue impossibilité du démarrage de la lutte !

Les travailleurs écrasés de misère ne peuvent plus attendre ! Les conditions d'existence imposées à leurs familles illustrent avec éclat le caractère monstrueux de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. Il faut passer à l'action, d'urgence, sur la base du mot d'ordre « Pas de salaire inférieur à 1.000 F par mois ! ». Et si la hiérarchie en souffre, messieurs les ingénieurs, techniciens et cadres de la C.G.T. et du P. « C. » F., tant mieux ! L'éventail des salaires en France est plus qu'un scandale, c'est un crime face à la misère des plus défavorisés !

Partout les militants marxistes-léninistes, les seuls véritables communistes, s'efforcent d'entraîner à l'action pour les salaires ; l'unité à la base, sous leur impulsion et direction, avec le concours actif des ouvriers et employés les plus avancés, peut imposer des formes et tactiques de lutte voulues par les masses, et peut, s'il le faut, déborder les dirigeants syndicalistes incapables ou opposés à l'indispensable lutte de classes, classe contre classe, classe ouvrière contre gouvernement et patronat capitalistes.

Unité à la base et dans l'action pour qu'il n'y ait plus un seul salaire inférieur à 1.000 F par mois !

Travailleurs, prenez conscience et rejetez les mensonges et les ruses des dirigeants révisionnistes et réformistes, prenez contact avec les militants communistes fidèles au marxisme-léninisme, préparez-vous et passez à la lutte !

Vos justes combats de classe prépareront concrètement la révolution prolétarienne !

**LE CAPITALISME ORGANISE  
LE GASPILLAGE DANS LE BATIMENT**

« J'ai travaillé sur bien des chantiers du bâtiment, partout ce n'est que gaspillage, anarchie, corruption : ici c'est des dizaines de poutres, de madriers que l'on enterre au bulldozer (elles n'ont pas servis !), là c'est des carrelages, de la robinetterie. Là c'est le chef de chantier qui se fait construire aux frais de la « maison » une piscine personnelle... Dernièrement on nous a fait préparer une « tonne » de béton très peu de temps avant la sortie du boulot ; bien sûr le lendemain matin il était perdu. Un copain qui le faisait remarquer au chef d'équipe s'est vu répondre : « occupe-toi de tes affaires ! » Ce qui a amené la remarque du copain : « A croire que c'est fait exprès ! »

Oui ! Pourquoi tout ce gaspillage : C'est que dans la France capitaliste la loi des capitalistes est de produire le plus vite possible pour que les bénéfices, le profit rentrent rapidement dans les poches de nos capitalistes. Prenons par exemple notre entrepreneur :

Il construit des immeubles qui doivent accueillir des familles ouvrières. Pour lui plus vite les appartements seront achevés, plus vite l'argent « rentrera ». Aussi il ne demande pas aux ouvriers de récupérer ce qui est bon ou peut encore servir. Pendant ce temps perdu (pour le capitaliste) à faire de la « récupération » l'immeuble lui ne s'élève pas. Alors, au contraire il leur demandera d'aller le plus vite possible (dans les usines cela s'appelle augmentation des cadences, sur un chantier le travail à la tâche). D'où augmentation du gaspillage.

Que fait-il encore ? Comme il ne tient pas à payer lui-même les matériaux gaspillés, il aura avant de commencer le chantier, « prévu » le gaspillage dans le prix de revient, il aura aussi prévu les pots de vins du chef de chantier ou autre garde-chiourme (c'est une bonne façon d'avoir des valets sûrs prêts à mater toute velléité de la classe ouvrière). Il fera semblant de ne pas voir !

L'autre capitalist, qui prend livraison de l'immeuble, lui non plus ne veut pas payer les pots cassés. Que fait-il ? C'est très simple, il augmentera les loyers des appartements et c'est en définitive le travailleur qui payera les frais. « ...Comme toujours, conclut le copain maçon qui m'écoute... » Non, pas comme toujours, car il y a des pays où le gaspillage n'existe pas. Dans la Chine Rouge aujourd'hui les ouvriers sont maîtres de leur destin, maîtres des biens qu'ils produisent ; ils en prennent soin, pour eux il s'agit de construire pour servir le peuple, pour subvenir à ses besoins et non pour que ça rapporte et c'est pourquoi en Chine il n'est pas rare de rencontrer des hommes tels que maître Wang qui pendant plus de 7 ans a économisé quelques dizaines de kg d'acier en ramassant tous les vieux clous dans son usine. Demain, dans la France socialiste, les travailleurs sauront protéger les biens du peuple. Demain des milliers de Maître Wang français surgiront sur tous les chantiers socialistes du bâtiment.

Un gars du bâtiment de Toulouse

**BILAN DU CAPITALISME EN FRANCE :  
2 MILLIONS D'ACCIDENTS DU TRAVAIL**

Les accidents du travail sont de plus en plus nombreux dans toutes les branches de l'industrie. Deux conceptions s'affrontent, l'une prolétarienne, l'autre bourgeoise. En dictature capitaliste l'ouvrier se trouve face à 2 solutions : soit respecter les mauvaises normes de sécurité et se retrouver avec un salaire de misère, soit ne pas respecter les normes (ce qui en fait, se fait constamment) et dans ce cas il s'expose à crever comme un chien.

Dans les deux cas, c'est la peau de l'ouvrier qui est en jeu. Les normes de sécurité, les lois sont faites non pas pour soutenir le prolétaire mais pour l'écraser un peu plus. Elles sont là pour venir en aide au patron lorsqu'arrive un accident (l'excuse est toute prête : l'ouvrier n'a pas respecté les règles) mais que font-ils tous ces jean-foutre de patrons pour mettre au point un véritable système de protection ? Un système qui protège vraiment la santé et la vie des travailleurs ? Rien ! Car pour eux une autre chose est plus précieuse que la vie d'un ouvrier : le profit. Pour cela le travail est scientifiquement organisé. Produire toujours plus. Trouver d'autres systèmes pour faire plus de profit et moins de frais. Cela conduit l'ouvrier jusqu'à l'abrutissement, jusqu'au bout de ses forces. L'épuisement nerveux est à l'origine de nombreux accidents de travail. Le profit, les cadences infernales ont pour conséquence non pas l'augmentation des salaires mais des accidents du travail. En France le seuil critique en ce qui concerne les accidents du travail est atteint. On compte un peu plus de deux millions d'accidents du travail médicalement constatés. Pour 1967 on a compté 2144 accidents mortels pour toute la France. Pour la sidérurgie en 1969, 80 assassinés. L'ogre capitaliste dévore chaque jour sa ration de travailleurs.

Peut-on instaurer un système de sécurité efficace en régime capitaliste ? Oui pour atténuer, adoucir certaines méthodes d'exploitation

plus que barbare. Mais ce remède sera superficiel il ne modifiera que la forme du problème, non le fond. Puisque restera l'exploitation de l'homme par l'homme. Ceci restant, c'est le système tout entier qui doit sauter afin que le contrôle de la santé et de la sécurité soit fait par les ouvriers. Et nous sommes d'accord avec l'organisation mondiale de la santé (organisation médicale bourgeoise pourtant) lorsqu'elle reconnaît et dit que dans les pays de libre entreprise (c'est-à-dire les pays capitalistes) l'industrialisation s'accompagne d'une altération redoutable de l'équilibre mental. Seulement pour que cela disparaisse totalement, nous, nous disons : il faut lutter pour instaurer la dictature du prolétariat. Comme en Chine et en Albanie, ou la devise n'est plus le profit mais « servir le peuple ».

La protection du travail, la sauvegarde de la vie et de la santé des travailleurs est un des principes essentiels qui préside à l'organisation socialiste du travail. La mise en marche de machines présentant un danger ou manquant de moyens de protections est interdite. Les usines ne sont mises en route que lorsque toutes les conditions : sécurités techniques, règles sanitaires et hygiéniques sont réalisées. Rien à voir, donc, avec les usines-enfer des pays capitalistes. Le haut niveau atteint par la médecine permet que soient réimplantés les doigts sectionnés. Les usines sont entourées de parc de verdure. Les organisations de masses ont le droit et le devoir d'exercer leur contrôle et de décider sur les règles sous la dictature du prolétariat.

L'ouvrier des pays capitalistes saura se débarrasser lui aussi de son esclavage salarié. Il suivra la voie glorieuse de la CHINE et de l'ALBANIE. VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

(Extrait de « Rouge-Midi », bulletin des communistes marxiste-léninistes du port de Marseille).

**P. T. T. : AU CENTRE DE TRI DE PARIS-EST,  
LA TRAHISON SYNDICALE EST DÉMASQUÉE**

Le Centre de tri postal de Paris-Est est l'un des plus vétustes de Paris, les conditions de travail sont déplorables (locaux exigus, poussière, pas de cantine, etc.). Il compte environ 1000 employés, mais les nombreuses brigades et les différents services font que les travailleurs sont très isolés.

La CGT est le syndicat majoritaire, suivi de FO et la CFDT, insignifiante.

En octobre FO lance une grève « dure » à l'échelon national pour la fin du mois (il faut bien justifier la cotisation de temps en temps). La CGT et la CFDT, prises de court, emboîtent le pas (ainsi on pourra enfin faire l'Unité !)

A part les 40 h, les revendications sont catégorielles, malgré tout, les travailleurs qui en ont assez des grévettes de 24 h sont en majorité pour une action prolongée, mais la CGT ne veut rien savoir (n'entend-on pas un délégué cégétiste, membre du P.C.F., répondre à un travailleur qui parlait de 4 jours de grève : « Il ne faut pas être trop révolutionnaire », ou bien « de toutes façons, on n'obtiendra sûrement rien, alors soyons prudents »).

En effet nous n'avons rien obtenu, car les travailleurs déconcertés, par les querelles entre réformistes et révisionnistes, par le travail de sape des révisos, sont partis dispersés au combat, certains faisant 4 ou 5 jours, d'autres 48 heures par peur d'être isolé. Une fois de plus, les syndicats se sont payés notre tête, mais cela n'a pas duré, car la dernière « contre grève » CGT-CFDT a été justement boudée par la majorité des postiers, et d'autres parts, sous l'impulsion de Marxistes-Léninistes, de nombreux travailleurs (anciens syndiqués ou non) se sont regroupés et préparent les prochaines luttes classe

contre classe pour faire aboutir nos justes revendications (40 h, conditions de travail, augmentation uniforme des salaires et suppression de l'hyperhiérarchisation, etc.), et mettre un terme à l'exploitation capitaliste qui nous opprime.

A bas les syndicats réformistes !  
En avant vers un Comité de Base !  
Vive le socialisme et la dictature du prolétariat !

Un postier Marxiste-Léniniste  
\* Cet article est spécifique au Centre de Paris-Est.

**MARSEILLE :  
COMPAGNIE VICHY-FERMIERE  
LE PATRON RECULE !**

Dans le N° 79 de l'HR a été publié un tract qui a été distribué à l'intérieur de l'entreprise par des ouvriers eux-mêmes.

Depuis ce tract qui a eu un grand retentissement et déclenché la colère des révisionnistes du P.C.F. avec à leur tête le contremaître, la situation a évolué.

Le patron, devant la fermeté des travailleurs a dû renoncer à licencier nos quatre camarades, nous sommes revenus aux 48 h comme précédemment, donc pas de perte de salaire pour nous.

Mais les travailleurs resteront vigilants ! Le patron ne s'avouera pas aussi facilement battu, il pourrait essayer de provoquer des licenciements plus massifs vers la fin de l'année.

Correspondant HR - Compagnie Vichy-Ferrière.

# NOUVELLE PROVOCATION, NOUVEL ECHEC DES IMPERIALISTES U.S. EN INDOCHINE

Vietnam

Alors qu'ils sont en pleine déconfiture au Sud Viet Nam, au Laos, au Cambodge, etc., les Impérialistes américains « soulevant un rocher pour se le faire retomber sur le pied » ont lancé une nouvelle agression désespérée contre la République Démocratique du Vietnam.

Samedi 21 novembre, durant 27 heures, 250 avions U.S. partis de Thaïlande et des porte-avions de la 7<sup>e</sup> Flotte (Hancock et Oriskany) ont pris pour cible des régions peuplées du Nord Vietnam. Surtout autour de Hanoï et Haïphong. Ces raids de terreur ont frappé la population civile, causant de nombreux morts, surtout parmi les enfants.

Dans le même temps, les Yankees lançaient la démentielle opération « Sauvetage ». Tentative de libération de pirates de l'air U.S. abattus au Nord Vietnam et détenus à Son Tay. L'opération a lamentablement échoué, et les bérets verts ont dû détalier comme des lapins. Lors de ces agressions contre la R.D.V. les agresseurs U.S. ont perdu 5 avions à réaction et 1 hélicoptère ce qui porte à 3 370 le nombre des appareils U.S. qui se sont écrasés sur le sol du Nord Vietnam.

Le Cocorico fasciste Melvin Laird, secrétaire d'Etat U.S. ... à l'agression Impérialiste a déclaré que les bombardements avaient pour but de « protéger les avions de reconnaissance U.S. sur le Nord » qui devaient « pouvoir effectuer librement et normalement leur mission ». Car, pour les fascistes U.S. il est normal qu'ils espionnent la R.D.V. et violent son espace aérien. Il est normal qu'ils envoient avions et satellites espionner la Chine et la Corée socialistes !

Quel pays au monde tolérerait de



pirate de l'air U.S. capturé au Vietnam du Nord

tels agissements ? De quel droit les Etats-Unis s'autorisent-ils à considérer comme « normal » l'espionnage et la violation de l'espace aérien de la R.D.V. ? En fait, il s'agit d'un acte de piraterie impérialiste, pratique « normale » des impérialistes U.S. Mais les peuples du Vietnam, de Chine et de Corée, eux, ne considèrent pas comme « normal » d'être sans cesse agressés et espionnés par les yankees alors c'est plus de 3 300 avions U.S. descendus en R.D.V. C'est une quarantaine d'avions U.S. abattus en Chine, c'est le navire espion U.S. « Pueblo » capturé, l'avion espion U.S. EC-121 abattu en R.P.D. de Corée !

Nixon a déclaré qu'il envisageait de reprendre les bombardements massifs sur le Nord. Car la situation au Sud est des plus désastreuse ! De même, Johnson, en 64/65, devant

une situation sans issue au Sud avait lancé l'agression contre le Nord.

Si les Impérialistes Yankees s'aventurent à attaquer massivement la R.D.V., la riposte du Peuple Vietnamien sera cinglante. Ce n'est pas 3 000, mais 5 000, 10 000 avions U.S. qui seront abattus et transformés en poêles à frire et autres ustensiles ménagers !

Cambodge

La situation des fantoches de Pnom-Penh n'a fait qu'empirer la semaine dernière ; ils ont subi des pertes extrêmement lourdes et cède nt de plus en plus de terrain devant les forces de libération.

Vendredi 20 novembre, les forces du FUNK ont fait sauter un dépôt de munitions de fantoche près de l'aérodrome de Pnom Penh, elles

ont lancé une offensive sur la route de Pnom Penh à Sihanoukville et fait sauter un pont, la route de Pnom Penh à la mer est coupée, la capitale est privée de ravitaillement en pétrole. Les forces lonnoliennes ont tenté, les 21, 22, 23 novembre de reprendre pied sur la Route Pnom Penh-Sihanoukville. Leur contre-attaque a été brisée ; par contre les forces de libération ont déclenché une offensive contre les troupes fantoches sur la route n° 5 (Pnom Penh - Kompong Chhnang) ; les positions fantoches à Kompong Chhnang (80 km au nord-ouest de Pnom Penh) ont été pillonnées au mortier et mitraillées par les forces du FUNK, de même que les points d'approvisionnement de O-Tapong, Beng Khnar, Prey-Svay.

Le FUNK a lancé une offensive dans la région de Kirirom, province de Takéo. Les troupes fantoches se sont repliées, abandonnant le col de Kirirom. Une flotille fantoche est tombée le 22 novembre dans une embuscade sur le mékong et a subi de lourdes pertes. Devant l'avance impétueuse des forces de libération sur l'axe Pnom Penh - Sihanoukville les fantoches ont fait sauter l'unique fabrique de munition du gouvernement de Pnom Penh (fabrique offerte par la Tchécoslovaquie) pour éviter qu'elle ne soit utilisée par le FUNK.

Les forces fantoches ont subi des pertes désastreuses, selon le Q.G. lonnolien lui-même, près de Prey-Tatung à 70 km au nord-est de Pnom Penh : un bataillon fantoche a perdu 90 % de ses effectifs !

Ajoutons que le FUNK a libéré le chef-lieu de district de Puok, province de Siem Reap, dans l'ouest du pays.

Correspondant H.R.

## L'ESPRIT DE L'HOMME DE FER NE MOURRA PAS

Le peuple travailleur de Chine a rendu hommage à l'un des siens Wang Kin-Hsi, qui vient de mourir à l'âge de 47 ans. Wang Kin-Hsi, l'ouvrier héroïque, celui que son courage et sa détermination au service du peuple avaient rendu célèbre dans tout le pays, celui que ses camarades de travail avait surnommé « l'homme de fer » repose dans un cimetière près de Pékin dédié aux martyrs du communisme chinois, délégué à l'Assemblée Nationale Populaire, Vice-président du comité révolutionnaire de Taking. Il n'avait pas cessé, malgré ses responsabilités politiques malgré ses responsabilités techniques au champ pétrolifère de Taking d'être un ouvrier dans l'esprit et dans les actes : il n'en continuait pas moins à travailler de ses mains au forage des puits. Il était l'un des vivants symboles de la direction prolétarienne que la grande Révolution Culturelle avait promue et affermie en Chine.

Le nom de Wang Kin-Hsi demeurera inséparable de la bataille de Taking. La Chine passait pour dépourvue de pétrole dépendait pour ses besoins en pétrole de l'étranger, ce qui l'exposait en particulier au chantage des révisionnistes soviétiques. La découverte de l'immense gisement de Taking faisait naître l'espoir d'accéder à l'Indépendance en ce domaine. Espoir lointain croyaient les révisionnistes : de la découverte à la mise en exploitation d'un gisement il y a loin, la Chine paraissait manquer de tout ce qui était nécessaire : équipement, matériel de forage, de pompage, de raffinage, traditions techniques pétrolières. Elle n'avait qu'un atout dont ses ennemis ignoraient l'importance : des ouvriers dévoués à la cau-



l'homme de fer

se de la révolution, enthousiastes et héroïques, armés de la pensée de Mao Tsé-toung. En quatre ans le champ pétrolifère de Taking et sa raffinerie libérait la Chine du recours à l'étranger. Les travailleurs de Taking avaient mis au point des techniques nouvelles sans précédent dans le monde.

Taking était situé dans une steppe désertique, brûlante l'été, polaire l'hiver, loin de toute route, de toute voie de chemin de fer. Pour les premiers forages, sans grues, sans tracteurs, les ouvriers amenèrent à pied-d'œuvre les sondeuses de soixante tonnes en les tirant eux-mêmes

avec des cordes, réunirent, en allant les chercher à des dizaines de kilomètres de là, dans des bassines, les 100 tonnes d'eau nécessaires à chaque forage : ils avaient lu comment Yu Kong déplaça les montagnes. Wang Kin-Hsi, qui fut l'un des meilleurs de ce combat, a expliqué lui-même ce qui signifiait l'application de la pensée Mao-Tsé-toung. Son équipe étudiait **De la Pratique et De la contradiction** du Président Mao : « Nous faisons face à d'innombrables difficultés, mais rien n'était comparable à l'état qui enserrait notre pays du fait du manque de pétrole ; c'était là la contradiction principale, et il fallait ouvrir le plus tôt possible un important champ pétrolifère... La difficulté c'est l'honneur, la difficulté c'est le bonheur... »

Gravement blessé à la jambe lors d'un des premiers forages, ayant en vain essayé de cacher sa blessure, envoyé à l'hôpital, il s'enfuyait une jambe immobilisée pour revenir participer à la bataille : sa détermination de lutter et de vaincre était plus forte que tout. Il a continué à se dépenser sans compter pour servir le peuple. Mort prématurément, ce fils de paysans pauvres, qu'obsédait l'image de sa mère battue sauvagement par les tyrans locaux, a dévoué sa vie à une cause : celle du pouvoir prolétarien en Chine, celle de la libération de tous les opprimés du monde entier « Mourir pour les intérêts du peuple a plus de poids que le mont Taichan » a dit Mao Tsé-toung. Le corps du camarade Wang Kin-Hsi repose parmi ceux des héros du communisme. Son esprit prolétarien continuera à inspirer les masses travailleuses de Chine et du monde entier.

## CITATION DE MAO TSE TOUNG

Peuples du monde, unissez-vous, pour abattre les agresseurs américains et leurs laquais ! Que les peuples n'écoutent que leur courage, qu'ils osent livrer combat, qu'ils bravent les difficultés, qu'ils avancent par vagues successives, et le monde entier leur appartiendra. Les monstres seront tous anéantis.

« Déclaration pour soutenir le peuple du Congo (L) contre l'agression américaine » (28 novembre 1964).

يا شعوب العالم قاطبة ، اتحدى واغزى المعتدين الأمريكيين وجميع عملائهم ! يا شعوب العالم قاطبة ، تشجى وكونى جريئة على الكفاح وتحدى الصعاب وتقدمى موجة بعد أخرى ، وعندئذ سيكون العالم كله ، بالتأكيد ، ملكا للشعوب . وسيقتضى على الغيلان بجميع أنواعها .

« بيان لتأييد شعب الكونغو ( ليوبولديفيل ) ضد العدوان الأمريكى » ( ٢٨ نوفمبر - تشرين الثانى ١٩٦٤ )

Rectificatif. — Par suite d'une erreur technique, l'adjectif « populaire » a été omis dans le titre « La République Populaire de Chine : notre grand arrière », page 5 du n° 80. — Nous sommes sûrs que nos lecteurs ont rectifié d'eux-mêmes.

## ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
<b>PÉKIN</b>	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
	22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

	Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
<b>TIRANA</b>	6 h	
	16 h	
	17 h	sur 31 et 42 m ;
	19 h	
	21 h	
	22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
	23 h 30	sur 31 et 41 m.

APPLICATION DU VI<sup>e</sup> PLAN DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE  
ET NOUVELLE CHAÎNE POUR LIGOTER LES TRAVAILLEURS :

# La mensualisation et ses effets néfastes

Comme on pouvait s'y attendre, la mensualisation proposée par le Banquier Pompidou, n'est qu'une nouvelle tentative pour enchaîner et exploiter encore plus les ouvriers. C'est la même chose que les prétendus « contrats de progrès », « accords sur le licenciement », etc., fruit de la collaboration de classe des directions syndicales.

Dans le bâtiment, la prétendue « mensualisation » doit rentrer en application le 1<sup>er</sup> janvier 1971. Dès le 31 juillet les « syndicats » jaunes FO (CIA) et CFTC (Vatican) s'empressent de signer ; la CGT emboîte le pas et l'affaire est faite. Plus de 9 ouvriers sur 10 seront certainement étonnés que des gens prétendent « représentatifs » — pour Pompidou tout au moins — ont signé en leur nom un accord dont ils vont devoir payer les frais. (Il y a 5 % de syndiqués dans le bâtiment.)

## UN ACCORD CONTRE LES JEUNES ET LES NOUVEAUX EMBAUCHÉS

D'abord le texte est compliqué exprès, farci de phrases et de grands mots destinés à planquer les saloperies qui sont dessous. Quand on a réussi à comprendre, on voit clairement la trahison de la CGT. (Nous ne parlons même pas de FO et de la CFTC, car le rôle de ces prétendus syndicats, créés par la bourgeoisie pour diviser les ouvriers a toujours été clair pour les ouvriers.) Les jeunes ouvriers sont totalement exclus de l'accord.

Exemple :  
Article 4 : « ...les ouvriers justifiant au moment de l'arrêt de travail :

- soit plus de 2 ans d'ancienneté dans l'entreprise ;
- soit plus de 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise, s'ils ont au moins 4 ans d'ancienneté continue dans la profession ;

seront indemnisés... »  
Cela signifie qu'un jeune ouvrier pour être indemnisé devra attendre au moins 2 ans, mais le plus souvent 4 ans et demi puisque dans le bâtiment on est licencié tous les quatre matins. Il pourra même attendre plus de 4 ans et demi s'il change de métier. Au nom de quoi exclue-t-on les jeunes de l'accord ? La direction CGT a « oublié » la revendication « A travail égal, salaire égal ». C'est un reniement de plus !

Quand la direction CGT n'était pas encore complètement pourrie, qu'elle défendait encore les ouvriers, une de ses principales revendications était l'ancienneté continue, c'est-à-dire qu'on ne perde pas les avantages de l'ancienneté quand on change de patron. C'est une juste revendication, puisque dans le bâtiment, on est mis à la porte tous les 4 matins.

Aujourd'hui, la direction CGT ne parle plus d'ancienneté continue, mais comme les patrons, d'ancienneté dans l'entreprise. Donc elle admet que les ouvriers du bâtiment n'auront pratiquement jamais droit à l'ancienneté ! C'est une trahison, un reniement de plus !

C'est pourquoi, avec cet accord, en comptant les jeunes et tous ceux qui n'arriveront pas à avoir d'ancienneté dans une entreprise : Il y aura en fait plus de 70 % d'ouvriers qui ne seront pas indemnisés.

## UN ACCORD CONTRE LES IMMIGRÉS

Comme les travailleurs immigrés sont toujours les premiers à être licenciés, ils ont donc des difficultés encore plus grandes à avoir de « l'ancienneté dans l'entreprise ».

Texte rédigé par des camarades ouvriers du bâtiment français et immigrés du Comité « Bâtiment » du COPI (Comité Ouvriers, Paysans, Intellectuels) de Clermont-Ferrand.

Cela signifie que l'accord laisse cyniquement de côté la quasi-totalité des travailleurs immigrés. D'ailleurs le texte de l'accord n'existe qu'en langue française, alors que la moitié des ouvriers du bâtiment est immigrée, ce qui montre bien qu'il n'est pas fait pour les immigrés.

Ainsi, non seulement la CGT ne fait rien pour obtenir l'égalité des droits sociaux pour les travailleurs immigrés, mais encore elle signe un accord qui augmente l'injustice et divise encore plus les ouvriers.

De toutes façons, cela n'a rien d'étonnant, on sait que la direction CGT, entièrement aux ordres de la clique du KOLLABO MARCHAIS (P.C.\*F) se moque pas mal des immigrés puisqu'ils n'ont pas le droit de vote. D'ailleurs, le P.C.\*F n'a-t-il pas voté et Seguy (direction CGT) n'a-t-il pas applaudi la loi sur le prétendu « droit syndical dans l'entreprise » qui prévoit que :

Loi du 19-12-68, article 10 : « ...le ou les délégués syndicaux devront être de nationalité française... »

Les bonzes CGT rejettent cyniquement les travailleurs immigrés, de même qu'ils trahissent tous les ouvriers. Nous nous en souviendrons quand ils prétendront nous vendre des cartes. D'autant plus que l'argent des cotisations, argent des travailleurs, sert à nourrir des bonzes syndicaux.

## UN ACCORD DISCIPLINAIRE

L'Article 6 : « L'indemnité sera versée après un délai de 5 jours d'arrêt de travail qui jouera à chaque indisponibilité... Les délais fixés ci-dessus pourront être réexaminés après la mise en application, en fonction de l'absentéisme constaté. »

Absentéisme constaté par qui ? Par les patrons et les tribunaux à leur service. Ils se mettent maintenant à traiter les ouvriers de fainéants ! Cela veut dire qu'on fera les mêmes heures qu'avant (grosso modo 10 h par jour) mais qu'il sera beaucoup plus difficile de s'absenter sinon l'indemnité ne sera pas payée. De plus, il sera plus difficile de prendre une heure dans la journée pour faire des courses (et pourtant quand on travaille 10 h par jour, quand on finit le soir à 7 h, magasins, bureaux, tout est fermé), car (article 3) : « ...les heures de travail non effectuées seront déduites à raison de 1/173,33 du salaire pour une heure... », c'est-à-dire calculées sur la base de 40 h par semaine alors qu'on en fait 50 ou 60. Ainsi une heure non effectuée, cela voudra dire presque 2 h non payées. C'est du vol légalisé. Et c'est signé par la CGT. Ainsi, l'ouvrier, pauvre de moins en moins s'absenter, deviendra de plus en plus la propriété du patron comme au temps des corporations.

Lors de son dernier congrès, la CGT a supprimé de ses statuts le paragraphe qui prévoyait la disparition du patronat et du salariat. Au train où ils y vont, il pourront bientôt mettre à la place un paragraphe prévoyant le retour à l'esclavage !

## UN ACCORD REVE POUR LES PATRONS

L'article 8 : « ...Si un ouvrier est indisponible pour maladie ou accident professionnel à plusieurs reprises au cours d'une même année civile, il ne peut exiger être indemnisé pendant une période supérieure aux durées fixées à l'article ci-dessus... » C'est-à-dire 45 jours à 100 % pour la petite minorité qui y aurait droit. Autrement dit on n'a pas le droit d'être malade ou accidenté deux fois dans l'année. Or, dans le bâtiment, il y a 1 000 morts par an, un ouvrier sur cinq est certain d'avoir un accident grave, mutilé pour la vie. Avec cet accord, les patrons respectant de moins en moins les conditions de sécurité, les ouvriers auront plus d'accidents, et (cf. ci-dessus) ils ne seront pas indemnisés. Quoi de plus rêvé pour les patrons !

D'ailleurs, le secrétaire CGT du bâtiment à Clermont n'a-t-il pas déclaré publiquement : « Il ne faut pas trop en demander aux petits patrons, sinon on les coulerait. »

Décidément les bonzes CGT mettent de plus en plus de zèle à défendre... les patrons.

## NOUVEAUX BÉNÉFICIAIRES PATRONAUX

L'article 14 : « ...en cas de licenciement le nombre d'heures pour recherche d'emploi sera porté à 25. Ces 25 heures seront groupées à la fin du délai de préavis. Aucune indemnité ne sera versée par l'employeur si ces heures pour recherche d'emploi ne sont pas utilisées par l'intéressé... »

Avant il n'y avait que 12 heures, mais elles étaient étalées sur une semaine. On pouvait prendre 2 h un après-midi, 2 h un autre après-midi, etc. Maintenant les heures sont groupées à la fin, donc pendant le préavis de 1 mois, l'ouvrier est dans l'impossibilité pratique de chercher du boulot, puisqu'après 7 h du soir tout est fermé. Il est enchaîné jusqu'au dernier jour à son chantier et au patron. Par contre, si on trouve du boulot tout de suite, le patron ne paye pas les heures. Résultats : nouveau bénéfice pour le patron.

## CONCLUSIONS

Cet accord est entièrement basé sur « l'ancienneté dans l'entreprise », la CGT ayant jeté par dessus bord la revendication d'ancienneté continue. Or l'ancienneté dans l'entreprise, ça n'existe pas dans le bâtiment. Beaucoup moins de 30 % des ouvriers vont bénéficier de l'accord. Mais par contre tous vont en payer les inconvénients, l'accroissement de la répression patronale au nom de la lutte contre l'absentéisme et l'accroissement de la surveillance policière pour ceux qui s'arrêtent. Il n'apporte aucune augmentation de salaire, rien sur les heures d'intempéries. Aucune réduction de la durée de travail, il laisse de côté les jeunes et les immigrés, il léga-

lise l'insécurité de l'emploi, bien au contraire, sous couvert de lutte contre « l'absentéisme », il enchaîne encore plus l'ouvrier au patron (la direction CGT cautionne la répression patronale).

C'est une nouvelle et monumentale trahison de la direction CGT. Les immigrés, majorité des ouvriers du bâtiment, n'ont pas le droit de vote. Ils n'intéressent donc pas les dirigeants CGT. C'est pourquoi, dans le bâtiment, Seguy et sa clique, avec les syndicats jaunes FO-CFTC, jette bas les masques et collabore ouvertement avec Pompidou et les patrons. Ils sont allés tellement loin que la CFDT les débordait largement sur la gauche en se permettant de dénoncer l'accord-bidon. Mais les travailleurs ne se laisseront pas tromper par la démagogie des dirigeants CFDT. Un jour c'est la direction CFDT qui collabore à qui mieux mieux, signe les « contrats de progrès » en compagnie des éternels kollabos FO-CFTC ; un autre jour c'est la direction CGT qui collabore ouvertement et la CFDT qui se prétend RRRévolutionnaire. Seguy (direction CGT) et Descamps (direction CFDT) sont allés chacun leur tour faire des courbettes au banquier Giscard, ils ont signé ensemble les accords de trahison à Grenelle. Ils amusent la galerie en s'insultant, s'embrassant et se présentant tour à tour comme RRRévolutionnaires.

Les ouvriers, qu'ils soient CGT, CFDT ou inorganisés (plus de 95 % dans le bâtiment) ont les mêmes intérêts. Ce qu'il leur faut c'est un syndicat unique de lutte de classe où seront fraternellement unis travailleurs français et immigrés. Ils n'ont que faire des empoignades et des pantomimes des Seguy-Descamps qui finissent toujours par des trahisons.

C'est pourquoi les travailleurs du bâtiment, de plus en plus nombreux rejoignent le Comité Bâtiment, section bâtiment du Comité Ouvrier Paysan Intellectuel (COPI).

Le Comité Bâtiment lutte pour l'unité de la classe ouvrière, contre le racisme, unité travailleurs français-immigrés, contre les directions syndicales pourries, pour le syndicat unique de lutte de classe.

Le Comité Bâtiment lutte chaque jour, sous toutes les formes pour la défense des droits élémentaires des travailleurs, en particulier des travailleurs immigrés, les plus exploités. Il lutte pour l'obtention des revendications immédiates.

Le Comité Bâtiment lutte avec le COPI pour l'unité révolutionnaire des Ouvriers, des Petits Paysans et des Intellectuels Progressistes, pour abattre le pouvoir des monopoles et instaurer en France le pouvoir des travailleurs, le socialisme.

Sur nos chantiers, dans les centres de logement, rejoignons les camarades du COPI, pour abattre l'exploitation capitaliste !

Le Comité « Bâtiment »  
(Section bâtiment du Comité Ouvriers, Paysans, Intellectuels)

## CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSÉ TOUNG

L'exemplaire : 1,40 F  
Contre envoi postal  
sur commande à  
H. R. : 2,20 F

AFFICHEZ CETTE DOUBLE PAGE NOTAMMENT SUR LES CHANTIERS

EXTRAIT DE "PUNA", JOURNAL DES SYNDICATS ALBANAIS :

# LA DÉGÉNÉRESCENCE DES SYNDICATS EN U.R.S.S. ET DANS LES AUTRES PAYS OU LES RÉVISIONNISTES SONT AU POUVOIR (II)

(Suite de l'article extrait de Puna, paru dans le numéro 81 de l'« Humanité-Rouge ». Ce numéro est encore disponible à l'« Humanité-Rouge » contre 1 F (timbres).

## PRIMO : LA SOUS-ESTIMATION DU FACTEUR POLITIQUE ET LA SURESTIMATION DU FACTEUR ECONOMIQUE

Dans l'activité des syndicats en Union Soviétique et dans les autres pays où les révisionnistes ont accédé au pouvoir, l'économisme n'est plus une simple manifestation contingente ou une tendance, mais toute une ligne élaborée avec soin. On en a un témoignage de plus dans les travaux du dernier congrès des syndicats soviétiques qui s'est tenu en 1968, et au cours duquel le chef de file des syndicats soviétiques, Chélépine, a fait ressortir que « l'économie socialiste a été et demeure la sphère principale où les forces des syndicats se concentrent et exercent leur action ». Et, en fait, cette ligne générale correspond pleinement à la ligne révisionniste, qui voit dans la classe ouvrière non plus une force politique du pays, laquelle doit jouer un rôle essentiel, mais un auxiliaire économique, une force de travail, dont la tâche n'est pas de diriger, mais de réaliser les plans, de travailler et de produire pour la nouvelle couche bourgeoise en voie de développement. En s'engageant à fond dans la solution des multiples problèmes d'ordre technique et économique, la classe ouvrière voit son rôle se borner à la sphère de la production ; quant à son rôle de direction et de contrôle en tant que classe au pouvoir, il ne saurait en être question maintenant que ce sont les révisionnistes qui sont au pouvoir.

## SECONDO : LA PRIORITE ACCORDEE AUX STIMULANTS MATERIELS EN REGARD DES STIMULANTS MORAUX

Afin de corrompre la conscience de la classe ouvrière, les révisionnistes ont délibérément renoncé à la stimulation morale et ils encouragent le goût du profit en proclamant celui-ci et les stimulants matériels, principales forces motrices de la production et de l'activité productrice des travailleurs. Les syndicats sont appelés à jouer un rôle important dans ce sens. Ce n'est pas par hasard que la feuille « Trud » écrivait : « Le XIV<sup>e</sup> Congrès des syndicats soviétiques nous a donné une arme très puissante — la stimulation matérielle. »

En développant et en incitant encore davantage les stimulants matériels au travail, les révisionnistes soviétiques corrompent le régime socialiste, ils ont ramené la tendance à la propriété privée, à l'individualisme et à l'égoïsme bourgeois concouru à faire naître toutes sortes d'éléments parasites et spéculateurs et à créer une couche privilégiée bénéficiant de gros revenus et coupée des masses. Et la presse abonde d'exemples du traitement privilégié de cette couche. C'est ainsi que la « Literaturnaya Gazeta » est contrainte de reconnaître que « dans notre pays le profit et la stimulation matérielle ont commencé à ternir les normes élevées de la morale ».

L'exaltation de la stimulation matérielle trouve son expression la plus manifeste dans « la nouvelle réforme économique » qui a été mise en

Les journaux et les magazines des syndicats sont bourrés de longs commentaires professant le pacifisme bourgeois, la théorie de la nature humaine, la théorie de l'extinction de la lutte des classes, etc. Particulièrement pernicieux sont leur intoxication des ouvriers par l'égoïsme bourgeois et le culte de l'argent, et la propagation des idées telles que « tout pour l'homme, tout pour son bien-être » ; « les roubles passent avant tout » et « le rouble est une puissante force motrice ». Ils ont même admis que la recherche du bonheur individuel était, pour les hommes, le but le plus haut, et que le noble esprit de servir le peuple n'est qu'« hypocrisie totale ». Bref, le travail pour le rouble a remplacé le travail pour le communisme ; on fait tout pour l'intérêt privé, mais rien pour l'intérêt public. En fait, l'égoïsme le plus vil a remplacé de plus en plus la morale communiste que recommandaient Lénine et Staline.»

(Extrait de « Les syndicats sous le révisionnisme soviétique - instrument de restauration du capitalisme ».)

Pékin Information, n° 18, 6 mai 1968.

œuvre en Union Soviétique et, progressivement, dans certains autres pays où les révisionnistes ont accédé au pouvoir. Cette « réforme » vise à fortifier et à faire croître la nouvelle couche privilégiée, qui est le principal appui du révisionnisme.

Les syndicats révisionnistes, eux aussi, sont appelés à jouer un rôle très important dans l'application de cette « réforme ». C'est ainsi qu'au XIV<sup>e</sup> Congrès des syndicats soviétiques il a été dit notamment que : « La lutte pour l'heureuse réalisation des principes de la réforme doit devenir le contenu essentiel des compétitions socialistes ». Les révisionnistes déclarent ouvertement que « cette réforme économique a pourvu les organisations syndicales d'un nouvel instrument efficace, la stimulation matérielle. Nous sommes persuadés de sa force éducative ». Ils ont

poussé ces conceptions si loin qu'ils demandent que la stimulation matérielle soit également appliquée pour les problèmes d'éducation. Ainsi la feuille « Trud » du 16 février 1969 dans son article « Treizième traitement », dit : « A présent il devient possible, grâce au rouble, de combattre les parasites, les cadres qui négligent leur devoir, les ivrognes et les indisciplinés. »

C'est précisément la mise en œuvre de cette « réforme » qui hâte la désagrégation de la propriété socialiste pour en faire une forme particulière de la propriété capitaliste, elle renforce les positions de la nouvelle couche bourgeoise et de la bourgeoisie syndicale, qui, tant par la manière de penser que par le mode de vie, se sont définitivement cou-



« Les roubles passent avant tout »

pées de la classe ouvrière. Cette bourgeoisie nouvelle, tout comme sous le capitalisme, est la véritable propriétaire des entreprises d'Etat. Avec l'aide de l'Etat, elle exploite la classe ouvrière, et tous les travailleurs. Et, dans ce cadre, les syndicats ont précisément pour mission de défendre les intérêts de cette bourgeoisie nouvelle.

(à suivre).

## BELGIQUE : A CITROEN PATRONS, FLICS ET SYNDICATS CONTRE LES TRAVAILLEURS

Une sale boîte entre toutes : Citroën. Où le patron (étranger) exploite au-delà de toute mesure des travailleurs en majorité étrangers. Où l'on s'est déjà battu, il y a un an. A cette époque, il y avait eu la coalition du patron, des syndicats, des flics, du bourgmestre « librement élu ».

Cette fois, ça recommence. Les syndicats avaient négocié un accord-bidon avec le patron sans consulter les travailleurs. Le patron était bien content parce que de tels accords, c'est bon pour lui. Ça divise les travailleurs et paralyse leur lutte. Le patron et les syndicats s'étaient mis d'accord pour instituer une classification à ne plus s'y retrouver ; il n'y avait rien sur les cadences, rien sur le treizième mois. Pourtant tout cela avait été promis, mais les promesses du patron, mieux vaut croire à Saint-Nicolas.

Seulement, les travailleurs en ont marre — marre des cadences d'abord. On sort aujourd'hui 200 « deux chevaux » par jour contre 150 avant et les salaires n'ont pas bougé. On en a marre aussi du climat qui règne à l'entreprise, des contre-mâtres gestapistes, des flics aux portes des usines, du syndicat qui est le petit chien du patron.

Alors, c'est parti ainsi sans demander la permission à personne. Ce sont les travailleurs immigrés qui se sont mis les premiers à la lutte, les Espagnols, les Nord-Africains et les autres, parce qu'ils sont les plus exploités. Et ils ont mis les points sur les « i » : ils veulent le treizième mois ; ils disent non aux cadences et non aux classifications.



Le patron a répondu par la répression la plus brutale. Flics aux portes des usines, agents spéciaux accourus d'urgence de Paris. Casage de gueule aux distributeurs de tracts. Syndicats se démenant partout pour mettre fin à la grève. Plus de cent licenciements. Campagne de calomnie contre les grévistes par la radio, la T.V., la presse-poubelle du régime.

Voilà le véritable visage de la démocratie bourgeoise en Belgique. La répression et la fascisation sont à l'ordre du jour : l'Etat, les patrons, les flics et les gendarmes, les syndicats, tout est coalisé par peur de la classe ouvrière. Le grand capital tremble devant l'irrésistible montée des luttes populaires.

Solidarité totale avec les travailleurs de Citroën ! Unité totale à la base et dans l'action ! Il faut faire casser tous les licenciements, ceux de Citroën mais aussi ceux de Clabecq, de Michelin, de Caterpillar. Il faut que les travailleurs de Citroën aient satisfaction.

A bas les patrons, leurs serviteurs et leurs flics ! A bas les syndicats flics ! Action directe et appliquons le principe « œil pour œil, dent pour dent » et même mieux : « Pour un œil, les deux yeux ! Pour une dent toute la gueule ». Vous paierez, messieurs les patrons et traîtres syndicaux à leur service !

(Article paru dans « Clarté », organe central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de Belgique, disponible à l'« Humanité Rouge » - 0,50 F.)

## LUTTES EN BRETAGNE

Mardi 10 novembre, 10 300 producteurs de lait du Morbihan et de l'Ille-et-Vilaine se sont rendus à la laiterie Riolland, à Horignac (Loire-Atlant.) pour exprimer leur mécontentement. Leurs revendications portent sur deux points précis : la discrimination du taux de matières grasses (effectuée par la laiterie est fautive), et l'augmentation du prix du lait. Les manifestants qui ont créé un comité de défense boycotteront la laiterie si les revendications n'aboutissent pas.

Le 23 novembre, manifestations de producteurs de lait à Saint-Renan et à Plouvien (Finistère).

Plusieurs centaines de producteurs de la coop de Landerneau et de la SILL ont défilé à St-Renan et devant l'usine de transformation de Plouvien.

200 agriculteurs se sont rendus à la laiterie de Negobeureuf de Redon (Ille-et-Vilaine) pour demander une augmentation du prix du lait.

Le prix du lait à la production ne devrait pas être inférieur à 55 centimes. C'est la revendication des petits et moyens paysans.

Le 23, 250 paysans de Mauvron. La Trinité. Porhoët (Morbihan) et Merdrignac (C.D.N.) ont manifesté à Mitau pour empêcher un ancien commerçant d'acquérir d'autres terres. A bas les cumulards ! La terre aux paysans qui la travaillent !

Le 23, grève des dockers à Concarneau, Lorient et Brest, très largement suivie.

Le 23, les sapeurs-pompiers de Brest qui réclament : — parité de salaire avec les employés communaux ;

— augmentation des effectifs. (Ils sont seulement 75, répartis en 2 équipes qui tiennent à tour de rôle une permanence de 48 h d'affilée, soit 96 heures par semaine.)

A Lorient, ils sont en grève totale, illimitée, et le mouvement s'est étendu.

Le 26, grève à l'usine Petitjean à Lorient contre la mise en chômage de 70 ouvriers saisonniers.

ERWAN WARC' HOAZH

## DÉMASQUONS LES FAUX DÉFENSEURS DES DROITS DES FEMMES (II)

**TRAVAILLEUSE, DEUX FOIS EXPLOITÉE, DEUX FOIS OPPRIMÉE**

Une statistique publiée récemment dans le magazine bourgeois « Lectures pour tous » donne la « photographie » de la situation de la femme travailleuse en France en 1970.

Disons de suite que cette photographie paraît avoir subi quelques retouches « avantageuses ». Telle qu'elle est, elle reste néanmoins significative. En voici les principales données :

— Sur 18 millions de femmes de plus de 15 ans, 7 millions travaillent (ce qui représente environ 38 % de la main-d'œuvre totale : N.D.L.R.) ;

A 20 ans, 65 % des femmes travaillent ;

A 30 ans, 40 % des femmes travaillent ;

A 50 ans, 46 % des femmes travaillent.

— Il y a 39 % de femmes parmi les cadres moyens ; 17 % de cadres supérieurs.

— Selon une statistique de la médecine du travail, 63 % des femmes font plus de 12 heures de travail par jour, (tâches ménagères comprises), 19 % font plus de 14 heures, et certaines mères de famille 16 heures de travail par jour.

Résumons :

— sous-qualifiées, donc sous-payées, — contraintes à la double journée par le manque d'installations et de services sociaux, — et aussi, par le poids des vieilles mœurs et coutumes qui « écartent » l'homme des casseroles, du torchon à pavé, de l'aiguille à repriser et des langes à laver.

Il n'y a pas de quoi pavoiser, messieurs les politicards de la majorité, messieurs les notables « socialistes » (qui tenez pourtant des mairies comme celles de Lille et de Marseille depuis plus d'un quart de siècle !).

### NON AUX REVENDICATIONS SPECIFIQUES !

Quant aux dirigeants révisionnistes, politiques et syndicaux, au lieu de mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière pour arracher des revendications communes aux hommes et aux femmes (durée du travail, retraite, etc.), ils fourvoient les femmes travailleuses dans la défense de revendications « spécifiques » qui :

1° Les couperont de leurs camarades masculins ;

2° Donneront aux patrons un argument supplémentaire pour maintenir et aggraver la discrimination envers les femmes.

Nous ne sommes pas en régime socialiste et les patrons ne sont pas des philanthropes. Or, au récent colloque (encore un !) des cadres féminins organisé le 24-10-70 par l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (C.G.T.), le « Monde » rapporte que :

« Certaines participantes, surtout, semble-t-il cégétistes, ont estimé que, indépendamment des repos et conditions spéciales qu'exigent la grossesse et la naissance d'un enfant, la femme doit travailler moins que l'homme, tant en ce qui concerne l'âge de la retraite qu'en ce qui concerne les horaires hebdomadaires ».

Cette ligne est constante et se retrouve dans toutes les publications de la C.G.T. (Antoinette, V.O.) et du P. « C. » F.

Nous disons que ces objectifs sont autant de « fleurs » faites à l'Etat des monopoles (ainsi dispensé d'entreprendre un vaste programme d'équipement social) et aux patrons qui trouveront mille astuces et un bon prétexte pour récupérer et au-delà, les avantages apparents ainsi octroyés.

Une fois la révolution socialiste accomplie, le pouvoir prolétarien pourra examiner (compte tenu des préférences de tous les intéressés, et des possibilités objectives de développement rapide de l'équipement social), — s'il est opportun ou non, — à titre provisoire ou non, d'accorder à la femme travailleuse des avantages spéciaux. Mais demander de tels avantages aux capitalistes, sous la dictature de la bourgeoisie, c'est fournir à cette dernière le bâton avec lequel elle nous battra.

Hugues DEGENOST.

(à suivre).

## SUR « QUELQUES ASPECTS SINGULIERS D'UN REPORTAGE » DE L'HUMA-BLANCHE

Nanti de quelques renseignements puisés aux sources naturelles de tout journaliste bourgeois, celles de la police, un plumitif de « l'Humanité-blanche » nommé Alain Guérin a publié un long reportage sur le thème : « Quelques aspects singuliers du gauchisme. »

Désireux d'amalgamer avec l'ensemble des gauchistes (au sens de Lénine), les seuls authentiques militants communistes regroupés autour de « l'Humanité-rouge » et ceux qui furent voici quelques années les fondateurs de l'« Humanité-nouvelle » (1), le journaliste révisionniste a révélé qu'un des signataires de la déclaration de décembre 1965, appelant à ne voter « Ni De Gaulle, ni Mitterrand ! » avait été « parachutiste » dans une unité placée sous le commandement du colonel Bigeard ! Le fait est tout à fait possible et l'individu en question, issu, selon ses dires, du P. « C. » F. et militant de la F.S.G.T., n'est pas resté plus de trois mois en contact avec le jeune mouvement marxiste-léniniste de l'époque.

Mais quelle valeur a donc l'argument apporté en l'occurrence par ce Guérin, sans doute trop mal informé pour savoir que, des années durant, des flics ou criminels de guerre fascistes ont publié leurs écrits dans « L'Humanité », tandis que des centaines de provocateurs étaient infiltés dans les rangs du Parti ??? Quel curieux journaliste que ce plumitif ignorant les précédents de Gitton, Capron, Doriot et tant d'autres ! Serait-il assez naïf pour croire qu'aujourd'hui même les rangs de son Parti échappent à de telles mésaventures ? A moins que le contact avec le pouvoir de la grande bourgeoisie ne revête des voies et moyens plus « modernes » ? La question peut se poser avec sérieux si se confirme ce qu'affirment certains, à savoir que le P. « C. » F. est dirigé par un ex-kollabo des nazis, volontaire du Travail en Allemagne à une époque où les communistes et les F.T.P., s'ils l'avaient connu et rencontré, l'auraient justement châtié comme traître à la patrie !

Mais Alain Guérin a vraiment la mémoire courte, ou bien ne lit pas le journal dans lequel sa prose est publiée. Son reportage aurait pu rappeler quelques informations, sensationnelles passées naguère dans « l'Huma-blanche ». Par exemple celle faisant l'objet d'un article intitulé « la main dans le sac » et présentant de vieux militants exclus du P. « C. » F. comme « crapuleusement stipendiés par les Chinois », alors qu'ils avaient été arrêtés et expulsés de Suisse sur interventions des policiers de la grande bourgeoisie capitaliste.

Autre exemple : il aurait pu aussi rappeler et préciser ce que déclara l'actuel chef de file du P. « C. » F. aux élections municipales de Marseille, Georges Lazzarino, membre du Comité central, devant le 18<sup>e</sup> Congrès du P. « C. » F. (4-8 janvier 1967) :

« Pour accomplir leur sordide besogne, les groupuscules pro-chinois de Marseille disposent de plus de 100 millions d'anciens frs... » (2). A l'époque les représentants de la Fédération de ce Lazzarino expliquaient à leur base que ces 100 millions avaient été déposés dans une banque marseillaise et provenaient, par l'intermédiaire de « faux chinois », du ministre de l'Intérieur Roger Frey !...

Le mensonge et la calomnie, arme toujours nouvelle de la bourgeoisie selon Lénine, ont été et restent des moyens privilégiés des traîtres au communisme, qui sont les dirigeants révisionnistes.

★

A défaut d'arguments politiques, bien entendu, ils utilisent la bassesse pour attaquer les révolutionnaires et défendre la ligne de collaboration de classes de leur Parti. Mais en vérité les saletés qu'ils ont publiées contre des militants aussi intègres que François Marty, Régis Bergeron, Jacques Jurquet ne sont pas parvenues à convaincre grand nombre de militants de base ayant connu ces camarades. C'est la raison pour laquelle Alain Guérin n'a pu, dans son reportage à fausses sensations, reprendre les ignominies d'une époque où Souslov et tous les membres du Bureau Politique du P.C.F. suivi par Raymond Guyot, traitaient le Président Mao de « nouvel Hitler ».

Mais les dirigeants révisionnistes ne s'en sortirent pas en comptant sur notre absence de mémoire. Ce sont des traîtres au service de la bourgeoisie et nous continuerons à les dénoncer comme tels devant leurs militants de base, non à l'aide d'injures ou de mensonges, mais exclusivement sur une base idéologique et politique.

★

Pour achever « l'exécution » du plumitif en cause, précisons qu'au moment où notre camarade Thiriot était emprisonné à la Santé, inculpé par la Cour de Sureté de l'état, cet ancien dirigeant du P.C.F. au niveau fédéral et ancien secrétaire d'union locale C.G.T. exclu comme « pro-chinois » eut loisir, après deux mois de démarches de son avocat, de lire trois quotidiens. Parmi eux, il choisit entre autre « l'Huma-blanche » et, stupéfait, put y suivre dans sa cellule un reportage sur « la vie dans les prisons françaises » visiblement inspiré par les gardiens de prison, les « matons », mais nullement par les emprisonnés politiques ou autres. On pourrait aujourd'hui traiter de « quelques aspects singuliers » de ce reportage. Il était signé « Alain Guérin ».

Sans commentaires. Ce serait superflu.

(1) Organe Central du P.C.M.L.F. dissout le 12 juin 1968.

(2) Intervention publiée dans les « Cahiers du Communisme » : n° spécial de février-mars 1967.

## FAIRE CONNAITRE L'ALBANIE SOCIALISTE !

Un de nos camarades ouvriers a passé ses dernières vacances à la campagne ; il y a partagé le travail des paysans, a beaucoup discuté avec eux. Il a organisé dans le village, la projection de diapositives rapportées d'un voyage en Albanie Rouge ; de nombreux travailleurs, jeunes et vieux (de 17 à 70 ans), sont venus voir les diapositives : paysans et paysannes moyens-pauvres, ouvriers agricoles, paysans-ouvriers, ouvriers d'usine, un artisan maçon, des ménagères et une institutrice. La réunion s'est tenue dans une grange ; il y avait ce jour-là une chaude ambiance de camaraderie et beaucoup de sympathie pour l'Albanie socialiste.

Chacun a regardé avec beaucoup d'intérêt les photos montrant le bond en avant réalisé par l'agriculture albanaise en 25 ans ; chacun a senti combien la vie était libre et heureuse aujourd'hui pour les paysans albanais, eux qui ont souffert de la famine, de la misère, de l'ignorance sous la coupe des beys et des agas des siècles durant ; chacun a écouté avec attention les explications de notre camarade concernant la réforme agraire et la collectivisation progressive des terres par adhésion librement consentie des paysans... Mais bientôt les questions de toute sorte ont fusé de part en part : « Comment vivent vraiment les paysans dans une société socia-

liste ? », « qu'est-ce que leur apporte le socialisme ? ».

Beaucoup de questions ont porté sur les coopératives. Sont-elles comparables à celles de chez nous, à celles que subissent les paysans français, dans lesquelles les gros s'en mettent plein les poches au détriment des petits ? A qui appartiennent la terre, les bêtes, le matériel agricole, les bâtiments agricoles ? Si la terre et les moyens de production sont propriété commune, chaque famille paysanne possède-t-elle sa maison, peut-elle cultiver un jardin ? etc. Surtout, ce qui a vivement impressionné tous les travailleurs présents, c'est la présence d'un équipement social et culturel développé ; dans chaque coopérative, existent une maison de la culture (bibliothèque, cinéma, salle de musique, de danse, télévision), des établissements sanitaires (hôpital, maternité, crèche...), des écoles, des cantines, des magasins de plats préparés, des laveries, des magasins modernes... La campagne albanaise n'est pas « un trou perdu » dont il faut s'échapper pour faire les achats nécessaires, pour se distraire ou étudier... Puis, quelqu'un a posé une question : « Il y en a bien qui trichent ? ». Sans doute, ici et là, quelques paysans — une toute petite minorité — préfèrent-ils encore soigner leur jardin au détriment du travail collectif de leur coopérative.

Car les idées égoïstes enracinées pendant des siècles ne s'effacent pas du jour au lendemain... Mais dans le cadre de la société socialiste, ces questions sont réglées par la discussion active de l'ensemble des paysans coopérés sous la direction vigilante du Parti du Travail d'Albanie.

Une autre question préoccupait les participants : la religion ; car dans la région la religion a encore une forte influence. Là encore, l'expérience albanaise a montré comment s'édifie la société socialiste, comment les idées fausses, les superstitions religieuses reculent peu à peu, non par une décision d'état mais par la lutte d'idées au sein du peuple... La mosquée de Durrës, il y a quelques années, n'était plus fréquentée que par 5 à 6 personnes âgées chaque semaine ! Alors, elle fut transformée en Palais de la Jeunesse, où s'éduquent des milliers de jeunes albanais tournés vers l'avenir...

D'autres questions encore... Mais tirons le bilan ; ce jour-là, quelques travailleurs de notre pays ont noué une amitié profonde pour le peuple héroïque d'Albanie ; ils ont compris que se forgeaient là-bas des hommes nouveaux qui chantent la vie nouvelle ; ils ont commencé de comprendre quelle société, nous communistes marxiste-léninistes, voulons construire dans notre pays...

DECEMBRE 1920 - DECEMBRE 1970

# CINQUANTE ANS APRES LE CONGRES DE TOURS...

Née de la Révolution d'octobre 1917, la III<sup>e</sup> Internationale tint son congrès constitutif à Moscou du 2 au 6 mars 1919. Mais ce fut seulement à son deuxième Congrès que Lénine formula les thèses qui devaient en fournir les fondements : le 6 août 1920 furent adoptées sur sa proposition les « 21 conditions d'admission des Partis dans l'Internationale communiste ». Deux délégués français désignés à Strasbourg en janvier 1920 lors d'un Congrès tenu par le Parti Socialiste affilié à la II<sup>e</sup> Internationale avaient été invités à participer aux débats avec voix consultative : Cachin et Frossard (1). Ils envoyèrent à leur Parti un télégramme où ils indiquaient notamment « Personnellement, nous pensons l'adhésion nécessaire. » De son côté le Comité exécutif de l'Internationale adressa le 26 juillet un message « A tous les membres du Parti Socialiste français, à tous les prolétaires conscients de France. » Ce texte débattait par un imputable réquisitoire contre les dirigeants du Parti et contre les chefs de la C.G.T., tous opportunistes de longue date et Sociaux-chauvins, qu'il était inadmissible d'accueillir au sein de l'Internationale. Seuls pourraient en faire partie les militants acceptant de souscrire préalablement aux vingt et une conditions.

Afin de fixer sa position par rapport à la nouvelle Internationale et surtout, poussé et même contraint par un puissant courant favorable à l'adhésion né dans ses organisations de base, le Parti socialiste organisa un Congrès à Tours du 25 au 30 décembre 1920. 3 208 mandats y décidèrent l'acceptation des 21 conditions. 1 022 mandats s'y opposèrent. La majorité pour l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale fut de l'ordre de 67,4 %, légèrement supérieure aux deux tiers des mandats.

Ainsi naquit, il y aura cinquante ans à la fin du présent mois de décembre 1970, le Parti communiste (section française de l'Internationale Communiste) qui devait devenir après la dissolution de l'Internationale en 1943, le Parti Communiste français.

Nous pourrions nous étendre longuement sur les détails historico-politiques du Congrès de Tours, mais il nous semble plus opportun d'aborder à l'occasion de son cinquantenaire des questions d'une actualité plus directe.

## QUI RESTE AUJOURD'HUI FIDÈLE AUX PRINCIPES RÉVOLUTIONNAIRES DE LA III<sup>e</sup> INTERNATIONALE COMMUNISTE ?

Au cours du demi-siècle écoulé depuis ces événements historiques, d'innombrables péripéties ont marqué le développement du mouvement communiste international, de la révolution prolétarienne mondiale. En fait la naissance de la III<sup>e</sup> Internationale et celle, conséquente, du Parti Communiste français constituaient le point de départ d'une époque où n'allaient cesser de s'exacerber, sous des formes multiples, la lutte de classes entre bourgeoisie et prolétariat, entre classe dominante, exploiteuse et oppressive et classes, couches et populations dominées, exploitées et opprimées. Plus ou moins imprévue, sauf par Lénine, la lutte des peuples colonisés et des peuples d'Orient, allait prendre aussi une importance de premier plan. Octobre 1917 avait ouvert l'ère des révolutions prolétariennes, et des révolutions nationales anti-impérialistes victorieuses. Cinquante ans plus tard nous vivons l'époque où l'impérialisme va à son effondrement total et



Voici l'une des rares photographies du Congrès de Tours. On y distingue Marcel Cachin défendant avec fougue l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. Sur les banderoles qui ornaient la salle du Congrès on peut lire ou deviner les mots d'ordre : « Prolétaires de tous pays, unissons-nous » (au fond) et « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (au-dessus de la tribune).

où le socialisme marche vers la victoire dans le monde entier.

Au cours de la lutte pour la destruction définitive du capitalisme parvenu à son stade suprême, l'impérialisme, le mouvement communiste international et par conséquent le Parti communiste français ont été eux-mêmes l'objet de luttes de classes acharnées, dans leurs propres rangs. L'ennemi n'a jamais renoncé à conjurer ses attaques de l'extérieur avec celles de l'intérieur. Le révisionnisme moderne, idéologie sournoise de restauration du capitalisme, est apparu au sein du camp et des Partis communistes peu après la fin de la seconde guerre mondiale, qui vit la victoire des peuples sur le fascisme grâce essentiellement à l'Armée Rouge du Premier Etat Socialiste de l'histoire : l'U.R.S.S. alors dirigée par Staline.

Le processus « un se divise en deux » s'est exprimé dans l'opposition, entre cette idéologie contre-révolutionnaire et le marxisme léninisme porté à son niveau le plus élevé par la pensée-maotsetoung.

Seuls sont restés fidèles aux principes révolutionnaires de la III<sup>e</sup> Internationale fondés sur les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline les



La photographie ci-dessus montre Clara Zetkin.

Au nom de l'Internationale communiste, la vieille militante allemande Clara Zetkin, interdite de séjour en France, vint cependant saluer le Congrès de Tours. Elle s'écria : « Camarades, il faut choisir :

Partis et militants Communistes et ouvriers qui ont rejeté sans concession, le révisionnisme moderne, tels entre autres, le Parti communiste chinois et le Parti du Travail d'Albanie, ainsi que d'innombrables militants marxistes-léninistes dans le monde entier, comme en France.

## CINQUANTE ANS APRES SA NAISSANCE, QUI CONTINUE LA MISSION RÉVOLUTIONNAIRE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ?

Le Parti communiste français était né « pour faire la révolution prolétarienne » en France et contribuer de la sorte à la révolution socialiste sur le plan mondial. Il ne s'est pas acquitté de cette mission historique, bien qu'en un demi-siècle plusieurs occasions se soient offertes à lui dans des conditions objectives favorables à un impétueux développement révolutionnaire. En 1963, une poignée de militants prirent conscience des graves abandons successifs et des reniements définitifs des principes révolutionnaires du marxisme-léninisme par les dirigeants de leur Parti passés sur les positions idéologiques et politiques du révisionnisme. Ils engagèrent résolument le combat pour démasquer la trahison révisionniste et faire en sorte qu'existe de nouveau en France « un Parti communiste fondant authentiquement sa pensée et son action sur les principes de Marx, Engels, Lénine et Staline ».

Seuls ces camarades, bientôt exclus du Parti communiste français sur ordre de son Comité central révisionniste, pour avoir défendu et diffusé ouvertement à la base les positions des Partis frères chinois et albanais, furent les continuateurs de la juste ligne prolétarienne et révolutionnaire sans cesse agressive depuis décembre 1920, dans les rangs même du Parti, par la ligne contre-révolutionnaire de la bourgeoisie infiltrée.

Ces militants luttèrent de 1963 à 1967 pour fonder le « Parti communiste marxiste-léniniste de France », interdit le 12 juin 1968 par le pouvoir de la bourgeoisie sur sollicitation non dissimulée des dirigeants du Parti « communiste » français. Ils publièrent dès février 1965 un organe mensuel, puis hebdomadaire « l'Humanité-nouvelle ». Ils eurent à subir des agressions violentes, physiques ou provo-

catrices, mais cachées aux militants de base du P.C.F., organisées par l'appareil policier parallèle à la disposition des dirigeants révisionnistes de Moscou et de Paris.

Aujourd'hui l'opinion publique est savamment conditionnée par les organes d'information de la bourgeoisie, y compris ceux des dirigeants révisionnistes du P. « C. » F., afin de la persuader que les représentants en France de la pensée maotsetoung sont les « maoïstes » de différents groupes d'intellectuels dont le plus connu n'est autre que « la gauche prolétarienne ». L'opération est d'autant plus aisée que les lycéens, étudiants et professeurs qui constituent ces groupes, avec quelques rares ouvriers, s'auto-proclament « maoïstes », brandissent en toutes occasions le petit livre rouge des citations du Président Mao, participent à des défilés, y compris ceux organisés par les dirigeants révisionnistes, en exhibant des portraits du grand dirigeant chinois. C'est là une imposture qu'il convient de dénoncer.

Le Parti communiste chinois n'a jamais accepté l'expression « maoïste » ni désigné comme « maoïstes » les militants qu'il reconnaît comme fidèle à la juste ligne idéologique et politique du Mouvement communiste international.

Aucun des Partis communistes qui entretiennent des relations officielles, en tant que tels, avec le Parti communiste chinois ne s'affuble du titre de « maoïste ». Parmi ces partis figurent certains vieux Partis ayant appartenu jadis à la III<sup>e</sup> Internationale et participé à la dernière Conférence mondiale non scissionniste du Mouvement communiste international, dite Conférence des 81 de novembre 1960 : citons entre autres, et outre le Parti du Travail d'Albanie, les Partis communistes de Birmanie, de Malaisie, d'Indonésie, de Nouvelle-Zélande, du Vietnam, de Corée, etc. Il y a aussi les jeunes Partis créés depuis 1963, comme les Partis communistes marxistes-léninistes des différentes nations d'Europe occidentales, ou le Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Inde et nombre d'autres organisations marxistes-léninistes dans les cinq continents.

(à suivre)

(1) Frossard quitta le P.C.F. fin 1923 pour rallier le Parti Socialiste S.F.I.O. et finit plus tard dans la collaboration avec les nazis.



Au congrès de Tours, le délégué Nguyễn Aï Giuóc, âgé de 30 ans, vota en faveur de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. Il devait devenir quelques années plus tard le prestigieux dirigeant du peuple vietnamien, le respecté Hồ Chí Minh.